

« T'as pas 1000 milliards ? C'est pour finir le mois... »

Les sommes que l'Etat américain jette dans le gouffre de la crise financière sont de plus en plus démentes. Après les rachats de plusieurs banques en faillite, de quelque 300 milliards de dollars, Bush vient de faire adopter le plan Paulson, qui promet encore 700 milliards de dollars aux établissements financiers pour racheter leurs « titres toxiques ».

« Rien ne va plus... faites vos jeux ! »

Le même scénario se prépare en Europe. Sarkozy a proposé la semaine dernière que la Banque centrale européenne garantisse 300 milliards d'euros aux établissements financiers du vieux continent. La crainte de certains Etats d'avoir à cracher plus que d'autres dans l'immense marmite des dettes européennes a pour le moment retardé l'adoption de ce plan. On ne sait même pas si cela permettra d'éviter la catastrophe, mais ce sont déjà 17 milliards d'euros que les Pays-Bas ont versé à la banque Fortis, et 6,4 milliards que la France, la Belgique et le Luxembourg ont versé à Dexia, tandis que l'Irlande garantit les dépôts de ses banques à hauteur de 400 milliards...

Il y aurait quelque chose de comique au spectacle des champions du libéralisme pleurant auprès des Etats sur lesquels ils ricanent d'habitude. Ou à celui des Etats jetant à pleines mains des sommes dont ils ne trouvent pas le centième quand il s'agit de santé ou de chômage. Là des centaines de milliards d'euros tandis qu'il n'y aurait pas de quoi combler les prétendus 8 milliards de trou de la Sécu ? Presque comique... sauf qu'ils comptent nous faire payer le spectacle. Très cher.

Car ces milliards, les Etats comptent les sortir de la poche des contribuables, c'est-à-dire de la nôtre. Le plan Paulson devrait ainsi coûter près de 2 000 dollars à chaque Américain, et ce n'est qu'un début. Nul doute que Sarkozy et ses semblables européens nous préparent une addition du même ordre. Et ce n'est pas la seule façon dont ils prévoient de nous rançonner. Les sommes promises aux banques signifieront forcément autant de moins pour la santé, l'éducation, la protection sociale : Fillon vient d'ailleurs de rappeler qu'il comptait poursuivre ses

« réformes », qui comprennent entre autres la suppression de 30 000 emplois publics. Et le ralentissement de l'activité économique a déjà provoqué des plans massifs de suppressions d'emplois, notamment dans l'automobile, sans oublier les milliers d'intérimaires licenciés dans ce secteur rien qu'au deuxième trimestre 2008.

Ce n'est pas à nous de payer leur crise

Ils ont donc le culot de nous présenter la facture... mais nous l'avons déjà trop payée. Les dirigeants du monde boursier ont provoqué un effondrement du système financier, après s'être enrichis d'une façon folle, mais directement liée à la manière dont les industriels et les banquiers ont rackettés les travailleurs du monde. En France, les entreprises du Cac 40 (les plus grosses cotées en Bourse) ont vu en 10 ans les dividendes versés aux actionnaires progresser de 255 % ! Nos salaires n'ont pas connu ce boom. Tout au contraire, le niveau de vie des travailleurs a reculé par le blocage des salaires, par le chômage et la précarité qui minent le niveau de vie des classes populaires.

Partout, le recours au crédit a fait illusion, mais n'a masqué qu'un temps la plus grosse contradiction de ce système capitaliste : il permet l'accumulation d'immenses richesses mais les travailleurs toujours plus durement exploités pour les produire n'ont plus les moyens de les acheter. D'où l'emballement, puis l'écroulement. Et nous devrions payer les nouveaux épisodes de leur crise ? Par davantage de chômage, d'impôts, et par l'inflation tandis que les salaires seraient bloqués ? Non merci.

Il nous faut notre propre plan de sauvetage...

... aussi coûteux leur soit-il : augmentation générale des salaires d'au moins 300 € par mois, minimum de 1 600 euros mensuels pour tous les salaires, pensions et minima sociaux, interdiction des licenciements et des suppressions d'emplois publics. Ce qui suppose que nous mobilisions toutes nos ressources collectives de lutte. Cela nous permettrait déjà de sortir la tête de l'eau, avant d'éradiquer définitivement l'aberration économique de l'ensemble du système.

Pas d'accord ? Faisons le savoir !

Au débrayage du 25 septembre, la direction a compté 650 grévistes. 650 selon la police... Mais certainement un peu plus dans les faits. Un petit succès !

D'autant plus que beaucoup de salariés qui n'ont pas débrayé se sentent solidaires de ce mouvement. Il ne reste plus qu'un petit pas à faire en se joignant aux prochaines actions.

Et pas plus tard que ce matin, mardi 7 octobre, où un rassemblement est appelé à 10h dans la Ruche !

Bravo au comité d'accueil

Nicolas Sarkozy était en visite à Renault Sandouville hier lundi. Il était probablement fier d'avoir obtenu l'engagement de Ghosn qu'il n'y aurait pas de fermeture de site en France dans les prochaines années et voulait se montrer devant les caméras en train de serrer la main à des salariés reconnaissant.

Les travailleurs de Sandouville ne se sont pas laissés avoir à ce jeu. Ils ont préparé à Sarkozy un comité d'accueil en se mettant en grève. Du coup, Sarkozy a été privé de visite des ateliers de production et les caméras ont surtout filmé la colère des grévistes et les hordes de CRS envoyées pour les contenir.

L'état providence, mais pour qui ?

A Sandouville, Sarkozy a annoncé l'engagement de l'état, notamment pour la formation des collègues licenciés. Il a promis également la baisse de la taxe professionnelle. Christine Lagarde, ministre de l'économie, se félicite de ce qu'en échange, il n'y aurait chez Renault que des départs volontaires, pas de licenciements.

C'est l'état providence... pour les patrons. Les actionnaires empochent les profits. Le gouvernement, avec l'argent des contribuables, les aide à licencier et raconte des sornettes à qui veut les entendre.

Licenciements préventifs et colère curative

Les ventes de voitures neuves en France ont augmenté en septembre de 8,4 %. Celles de Renault de 19,9 %. C'est sans doute en prévision de cela que Ghosn a décidé 6000 licenciements. Qu'est ce que ça sera si ça finit par aller vraiment mal.

Une seule solution pour nous : un grand coup de colère. Et pas préventif, celui là !

2012, l'odyssée du VU

Les 6000 suppressions d'emplois ne passent décidément pas. Les débrayages qui ont eu lieu sur tout le groupe et une semaine de grève à Sandouville ont obligé Ghosn et Sarkozy à sortir du bois.

Ceux-ci ont promis qu'aucun site ne serait fermé en France, grâce notamment à l'arrivée d'un véhicule utilitaire (VU) à Sandouville et d'un électrique à Flins. Mais en 2012 ! Des promesses qui n'engagent que ceux qui y croient.

En attendant, la direction maintient son plan de licenciements pour permettre d'atteindre 6 % de MOP et 20 % d'augmentation du dividende en 2009.

Mondial des licenciés

Les salariés de l'usine Ford de Blanquefort, près de Bordeaux, qui est menacée de fermeture en 2010, avec 1700 emplois directs à la clé, se sont invités au salon de l'automobile. Et cela s'est su !

Pendant des dizaines d'années, Ford, comme les autres constructeurs automobiles, a engrangé des dizaines de milliards de bénéfices. Ces milliards doivent servir à garantir les emplois aujourd'hui.

Une autre action est prévue au salon de l'automobile, vendredi 10 octobre à 11h. Tous les salariés de ce secteur sont invités : constructeurs, équipementiers, sous traitants...

Une bonne occasion de se faire entendre !

Pas de grève pour le zèle

Aux quelques chefs qui essaient d'intimider des salariés qui sont tentés de débrayer, rappelons que la grève est un droit. Et le seul moyen vraiment efficace de les défendre, ses droits. Dans le privé, il n'y a pas de préavis à donner, ni individuellement, ni collectivement.

Plutôt que de faire du zèle, certains feraient mieux de réfléchir : face à Ghosn et à ses amis actionnaires, chef ou pas chef, nous sommes tous dans le même bateau.

Portes ouvertes : attention aux courants d'air

Les journées portes ouvertes pour les 10 ans du Technocentre ont été très loin de rencontrer le succès escompté par la direction.

Bizarre : une entreprise qui fait la Une à propos du stress au travail et des suicides et puis où on nous explique que 6000 d'entre nous sont en trop...

Et personne n'a envie d'y retourner le week end en famille ?